



ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE

**MISSION DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE GESTION
PAR DES ADMINISTRATEURS DE BIENS**

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE I :	GENERALITES.....	4
ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1.	<i>Objet du marché</i>	4
1.2.	<i>Nature du marché</i>	4
1.3.	<i>Forme du marché</i>	4
1.4.	<i>Titulaire du marché</i>	4
1.5.	<i>Sous-traitance</i>	4
ARTICLE 2 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
CHAPITRE II :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 3 :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
3.1.	<i>Définition des prestations</i>	6
3.2.	<i>Durée du marché</i>	6
3.3.	<i>Les délais d'exécution</i>	7
3.4.	<i>Prolongation du délai d'intervention</i>	9
3.5.	<i>Remise des livrables</i>	9
3.6.	<i>Dispositions environnementales</i>	9
ARTICLE 4 :	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	10
4.1.	<i>Information et moyens d'exécution</i>	10
4.2.	<i>Intervenants</i>	10
4.3.	<i>Demande de remplacement des intervenants</i>	10
4.4.	<i>Obligation de discrétion et secret professionnel</i>	10
4.5.	<i>Obligation de résultat</i>	11
ARTICLE 5 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	11
5.1.	<i>Généralités</i>	11
5.2.	<i>Responsabilité relative à la conduite des prestations</i>	12
5.3.	<i>Mise en régie</i>	12
CHAPITRE III :	CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES	13
ARTICLE 6 :	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS	13
6.1.	<i>Prix</i>	13
6.2.	<i>Poursuite de marché en cas de dépassement du montant initial</i>	14
6.3.	<i>Taxe à la valeur ajoutée</i>	14
6.4.	<i>Paieement des sous-traitants</i>	14
ARTICLE 7 :	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	15
7.1.	<i>Avance - Option A CCAG PI</i>	15
7.2.	<i>Les acomptes</i>	16
7.3.	<i>Paieement</i>	16
7.4.	<i>Intérêts moratoires</i>	17
7.5.	<i>Retenue de garantie :</i>	18
7.6.	<i>Monnaie de compte du marché :</i>	18
ARTICLE 8 :	VERIFICATION – RECEPTION – AJOURNEMENT	18
ARTICLE 9 :	PENALITES	18
9.1.	<i>Généralités</i>	18
9.2.	<i>Pénalités pour retard</i>	19
9.3.	<i>Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire / compte rendu de réunion</i>	19
9.4.	<i>Pénalités pour travail dissimulé</i>	19
9.5.	<i>Pénalité pour non-respect des clauses environnementales</i>	19
CHAPITRE IV :	RESILIATION – LITIGES – ASSURANCE	19
ARTICLE 10 :	RESILIATION	19
10.1.	<i>Résiliation pour faute</i>	19
10.2.	<i>Résiliation pour motif d'intérêt général</i>	20
ARTICLE 11 :	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
ARTICLE 12 :	ACHEVEMENT DE LA MISSION	20
ARTICLE 13 :	REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 14 :	ASSURANCE	21

ARTICLE 15 :	MODIFICATIONS DU MARCHÉ	21
CHAPITRE V :	CLAUSES DIVERSES	22
ARTICLE 16 :	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	22
16.1.	<i>Non validité partielle.....</i>	22
16.2.	<i>Référence</i>	22
16.3.	<i>Annexes au marché.....</i>	22
16.4.	<i>Langue.....</i>	22
16.5.	<i>Droit de propriété industrielle et intellectuelle</i>	22
ARTICLE 17 :	RGPD.....	22
ARTICLE 18 :	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

L'objet du marché public est le suivant : **Mission de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de gestion par des administrateurs de biens.**

1.2. Nature du marché

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

La nature du marché public est la suivante : **marché de service** au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique. Ce marché de service est soumis, sauf dérogation, aux stipulations du CCAG 2021 applicable aux **marchés publics de prestations intellectuelles** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un marché à **prix global et forfaitaire** en application de l'article R2112-6-2° du Code de la commande publique, **concernant les phases 1,2,3 et 4.**

Une part du marché est prévue à **prix unitaires** en application de l'article R2112-6-1° du code de la commande publique. Il s'agit de la prestation suivante : **réunions complémentaires à la demande de l'EPFIF.**

La part à prix unitaires sera exécutée par émission de bons de commande en application de l'article R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il n'y a pas de montant minimum.

Le montant maximum des prestations à prix unitaire est de **10 000 € HT pour toute la durée du marché** (15

1.4. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "l'entrepreneur" sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

1.5. Sous-traitance

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

1.5.1. Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

1.5.2. Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives des marchés sont, dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

Pièces particulières

- ⇒ L'Acte d'Engagement et son annexe RGPD ;
- ⇒ La pièce financière comprenant le Bordereau des prix unitaires et le Détail quantitatif estimatif ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- ⇒ Le mémoire méthodologique du titulaire ;
- ⇒ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièces générales

- ⇒ Le Code de la commande publique ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021). Ce document est désigné « C.C.A.G-P.I. » dans la suite de ce présent document ;
- ⇒ Les C.C.T.G (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- ⇒ Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. Définition des prestations

La description des prestations est indiquée dans le C.C.T.P.

3.2. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification. La durée maximale du marché est de **15 mois**.

3.3. Les délais d'exécution

Les délais d'exécution et livrables attendus sont les suivants :

Phase 1 : Diagnostic initial / Etat des lieux				
Livrable	Délai	Point de départ	Format	Exemplaire
Les guides d'entretiens	7 jours ouvrés	Notification du marché	Numérique	1
Compte-rendu d'entretiens	2 jours ouvrés	Date de l'entretien	Numérique	1
Cartographie des processus, et des outils	10 jours ouvrés	Date de l'entretien	Numérique	1
Identification des blocages et des risques ;	10 jours ouvrés	Date de l'entretien	Numérique	1
Rapport d'audit détaillé, avec synthèse de type SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces)	3 semaines	A compter de la Cartographie des processus, et des outils et identification des blocage	Numérique Papier	1 1
Benchmark externe comparatif sur les pratiques de gestion d'établissements similaires	4 semaines	Notification du marché	Numérique Papier	1 1
Préconisations préliminaires pour l'intégration des ADB dans le SI Patrimoine.	5 semaines	Notification du marché	Numérique	1
Compte-rendu COPIL	3 jours ouvrés	Date du COPIL	Numérique	1
Phase 2 : Proposition d'organisation cible et plan d'actions				
Livrable	Délai	Point de départ	Format	Exemplaire
Rapport final de présentation des préconisations, les différents scénarios, le plan d'actions	3 semaines	Approbation du rapport d'audit	Numérique Papier	1 1
Scénarios d'organisation comparés, incluant leur intégration avec le SI, Plan d'actions détaillé avec calendrier de mise en œuvre.	3 semaines	Approbation du rapport d'audit	Numérique	1
Compte-rendu COPIL	3 jours ouvrés	Date du COPIL	Numérique	1

Phase 3 : Rédaction des pièces de marché et accompagnement de la procédure de consultation				
Livrable	Délai	Point de départ	Format	Exemplaire
La grille de notation	3 semaines	Approbation du scénario, plan d'actions	Numérique	1
L'estimation financière du ou des marché(s)	3 semaines	Approbation du scénario, plan d'actions	Numérique	1
Cahier des clauses techniques particulières et annexes	3 semaines	Approbation du scénario, plan d'actions	Numérique	1
Le cadre de réponse technique	3 semaines	Approbation du scénario, plan d'actions	Numérique	1
Rédaction des réponses en cas de demandes des candidats	3 jours ouvrés	Réception des questions des candidats	Numérique	1
Rapport d'analyse des offres	3 semaines	Réception des offres des candidats	Numérique	1
Liste des questions à adresser aux candidats	3 semaines	Réception des offres des candidats	Numérique	1
Rapport d'analyse définitif intégrant les réponses des candidats	3 jours ouvrés	Date de transmission des réponses des candidats	Numérique	1
Mise au point des marchés	1 semaine	Sélection des offres	Numérique	1
Compte-rendu COPIL	3 jours ouvrés	Date du COPIL	Numérique	1
Phase 4 : Assistance à la transition entre les anciens et les nouveaux prestataires				
Livrable	Délai	Point de départ	Format	Exemplaire
Plan de clôture des missions de fin de mandat.	1 mois	Notification du ou des marché(s) ADB	Numérique	1
Audit des données à migrer et intégrer dans le futur outil de gestion patrimoniale	2 mois	Notification du ou des marché(s) ADB	Numérique	1
Plan d'accompagnement au démarrage du nouveau marché	2 mois	Notification du ou des marché(s) ADB	Numérique	1
Préconisation pour les clauses de réversibilité du prochain marché	6 mois	Notification du ou des marché(s) ADB	Numérique	
Compte-rendu COPIL	3 jours ouvrés	Date du COPIL	Numérique	1

Les candidats transmettront à l'appui de leur offre un planning de réalisation des missions prenant en compte des délais de réalisation.

3.4. Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt la personne responsable du marché afin que les mesures à prendre pour remédier à cette situation temporaire soient examinées d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

Aucune demande de prolongation ne peut être présentée après expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.5. Remise des livrables

Les documents devront être remis en nombre d'exemplaires papiers et en support informatique selon le tableau des livrables en annexe. Les documents sont remis par le titulaire au Pouvoir Adjudicateur pour vérification et réception. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée. Tout document sera transmis par voie d'email en format modifiable et en format PDF.

3.6. Dispositions environnementales

Conformément au code de la commande publique et de manière à favoriser la réduction de l'impact environnemental des services du présent marché, le titulaire sera soumis aux dispositions suivantes, conformément aux obligations du Code de la commande publique en son article L2111-1 :

a) Modalités d'organisation des réunions

Les réunions prévues au CCTP devront se dérouler par principe en présentiel.

Dispositions incitatives :

- Pour se déplacer, le titulaire **privilégie** les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.
- Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus.

b) Gestion documentaire

Dispositions obligatoires :

- Il est **demandé** au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de recourir à des serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

- Il est également demandé au titulaire d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages).
- Enfin, le titulaire est invité, de manière générale, à adopter des pratiques écologiques : compresser les documents avant envoi, éteindre les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, etc.

ARTICLE 4 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

4.1. Information et moyens d'exécution

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché

4.2. Intervenants

Les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation du présent marché sont ceux qui ont été présentés et identifiés par le titulaire dans sa proposition (avec curriculum vitae).

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'est plus en mesure d'assurer les missions prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir l'EPFIF, dès que possible.

Le titulaire est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Il transmet alors le CV de ce remplaçant, par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Le silence de l'EPFIF dans un délai de 5 jours ouvrés vaut acceptation du remplaçant. Dans le cas contraire, l'EPFIF adressera un courrier au prestataire lui signalant son refus. Le prestataire devra alors présenter un autre remplaçant.

4.3. Demande de remplacement des intervenants

Pendant toute la période d'exécution, l'EPFIF se réserve le droit de demander le remplacement de l'intervenant. Le titulaire devra alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Il transmet le CV de ce remplaçant, par lettre recommandée avec avis de réception postal. Le silence de l'EPFIF dans un délai de 10 jours ouvrés après réception de la lettre vaut acceptation du remplaçant.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel ou ses intervenants qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

4.4. Obligation de discrétion et secret professionnel

Le titulaire du présent marché s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché et de son exécution.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés au titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution de la consultation sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans autorisation préalable de l'EPFIF. Pendant son séjour dans les locaux de l'EPFIF, le titulaire sera assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement.

Par ailleurs, le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans accord préalable.

Le titulaire s'engage à conserver la même confidentialité vis-à-vis des informations concernant l'EPFIF, leurs membres élus et leurs collaborateurs à l'occasion de sa mission. Le titulaire garantit par ailleurs qu'il tiendra ses salariés informés des termes du présent marché et se porte fort du respect par lesdits salariés des obligations en résultant.

Le titulaire du marché est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la prévention et de la protection contre le vol, les copies ou les reproductions ou toutes utilisations, divulgations ou disséminations non autorisées des Informations, de la même manière que les propres informations confidentielles.

Il est rappelé que le titulaire ne pourra en aucun cas participer, de manière directe ou indirecte, à la consultation relative au marché de fourniture d'un système d'information patrimonial passé ultérieurement.

En cas conflit d'intérêt dans l'exécution de la mission et/ou de la / les consultation(s) relatives aux marchés de property management passés ultérieurement, le titulaire devra obligatoirement en informer le Pouvoir Adjudicateur par courrier afin de l'avertir.

4.5. Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à la parfaite exécution de son marché.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

5.1. Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

5.2. Responsabilité relative à la conduite des prestations

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre.

La passation des consignes entre l'ancien coordonnateur et le nouveau est à la charge du titulaire.

5.3. Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

6.1. Prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations incluant tous les frais, charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix s'entendent :

- Forfaitaires et unitaires,
- Fermes,
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

Pour la partie à prix unitaires, chaque bon de commande précisera :

- Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- Le numéro de du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les références des prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- Les nom, les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;
- Les délais ou la date de réalisation de la prestation ;
- L'adresse du service où envoyer la facture ;
- La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire conformément à l'article 3.7 du CCAG-PI, par tout moyen permettant d'attester de la date de réception (ex : par courriel, courrier avec accusé de réception).

A noter : Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le secrétariat général. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées

6.2. Poursuite de marché en cas de dépassement du montant initial

Conformément aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre une décision de poursuivre en cas de dépassement du montant initial du marché.

6.3. Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

6.4. Paiement des sous-traitants

Désignation des sous-traitants

En application des dispositions fixées par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier relatif à la sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne responsable du Marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée :

- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si un sous-traitant n'a pas été accepté et agréé (article 3 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement en faveur du sous-traitant (art 14 et 14-1 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure le sous-traitant si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement au bénéfice de son propre sous-traitant (art 6 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci ne déclare pas la nature, le montant des travaux, ainsi que le nom des sous-traitants auxquels il envisage de faire appel (art 5 de la loi).

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I.

Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées ; mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

7.1. Avance - Option A CCAG PI

Une avance pourra être accordée au titulaire **s'il rentre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.**

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le Code de la commande publique.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Modalités de remboursement

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursée par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

7.2. Les acomptes

En cours d'exécution, le titulaire pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, **tous les mois**, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des prestations attendues au titre de la mission à prix global et forfaitaire et/ou du bon de commande. Les factures seront libellées en euros. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonctions des avances, pénalités et autres.

7.3. Paiement

La demande de paiement prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

Cette facture électronique doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article D. 2192-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ; le numéro de de marché et/ou numéro du bon de commande ;
- le code Service ou Direction présent sur le marché / bon de commande
- la/les prestation(s) effectuée(s) ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, conformément à l'acte d'engagement et à la DPGF, et/ou le détail de la facturation par ligne du BPU ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total de la prestation exécutée :
 - en cas de majoration (ajout de prestations complémentaires ou quantité révisées à la hausse) : ces prestations devront faire l'objet d'un bon de commande distinct.
 - En cas de minoration (retrait de prestations ou quantités révisées à la baisse) : la demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande objet de ladite demande de paiement. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ne pourra être sollicité sur ce bon de commande.

- la date.

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ».

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service **DGP** ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement.

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées. Dans ce dernier cas, le montant rectifié sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

L'acte d'engagement ou un document annexe indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, **une répartition financière détaillée devra être fournie.**

Cette dernière devra être transmise avant la 1ère demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seule habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

7.4. Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article R. 2192-31, les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euro.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.5. Retenue de garantie :

Le marché ne comporte pas de clause de retenue de garantie.

7.6. Monnaie de compte du marché :

L'euro est la monnaie de compte du marché.

ARTICLE 8 : VERIFICATION – RECEPTION – AJOURNEMENT

En application de l'article 28 du C.C.A.G-P.I., la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations attendues doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du C.C.A.G-P.I. (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure. Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément de mission dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la réalisation du marché.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 9 : PENALITES

9.1. Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G-P.I., les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPIF et notifiées au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-P.I., les pénalités sont appliquées au premier euro. Les montants des pénalités sont exprimés en euro HT.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G P.I , le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

9.2. Pénalités pour retard

Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements par le maître de l'ouvrage, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, une pénalité de 100 € HT s'applique par jour de retard ouvré notamment pour les délais indiqués au CCTP.

9.3. Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire / compte rendu de réunion

En cas d'absence aux réunions une pénalité forfaitaire de 200 euros HT par absence sera appliquée sans mise en demeure préalable.

9.4. Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

9.5. Pénalité pour non-respect des clauses environnementales

En cas de méconnaissance des obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité égale à 100 euros hors taxes par manquement.

CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES – ASSURANCE

ARTICLE 10 : RESILIATION

10.1. Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues aux articles 39 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

Nota : la liste n'est pas limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.

10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 11 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions / phases techniques.

ARTICLE 12 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

Il est prévu dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS DU MARCHE

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

16.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

16.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

16.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

16.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

16.5. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Il est fait application du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 17 : RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires du marché dénommé «le sous-traitant», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène de Bretagne, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents accords-cadres :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences « du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance des accords-cadres, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
Pénalités	
3.3	3.1
14.1.1	9.1
14.1.3	9.1
14.1.1	9.2
Résiliation	
40	10.1
Lu et approuvé par le titulaire	Le représentant du Pouvoir Adjudicateur
A , le	A Paris, le